



ASSOCIATION LA CIGALE

Appel d'offres pour architectes organisé en procédure ouverte avec présélection, soumis aux AIMP

A0 RÈGLEMENT

A compléter par le soumissionnaire :

Nom de la société responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Adresse électronique (E-mail) :

Date :

Signature(s) * : _____

** Tous les membres d'un consortium doivent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.*



TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉAMBULE	4
2. CADRE LÉGAL DE L'ASSOCIATION LA CIGALE	4
3. SITUATION ET CONTEXTE	4
4. OBJECTIF DU MAÎTRE D'OUVRAGE	5
4.1 <i>But Général</i>	5
4.2 <i>Périmètre du projet</i>	5
4.3 <i>Programme</i>	6
4.4 <i>Règlementation</i>	7
4.5 <i>Directives du SPJ</i>	7
4.6 <i>Développement durable</i>	8
4.7 <i>Cadre budgétaire</i>	8
4.8 <i>Concept énergétique</i>	8
4.9 <i>Points de vigilances</i>	8
5. MISE EN CONCURRENCE	9
5.1 <i>Procédure retenue et aptitudes requises</i>	9
5.2 <i>Le planning général intentionnel de la procédure</i>	9
6. ORGANISATION	10
6.1 <i>Nom et adresse de l'organisateur et l'adjudicateur/ Maître d'Ouvrage</i>	10
6.2 <i>Nom et adresse du pilote de la procédure</i>	10
7. CLAUSES RELATIVES À L'ENSEMBLE DE LA PROCÉDURE	10
7.1 <i>Type de mise en concurrence</i>	10
7.2 <i>Bases légales / Législation applicable</i>	10
7.3 <i>Type de marché</i>	11
7.4 <i>Publication</i>	11
7.5 <i>Conditions de participation</i>	11
7.6 <i>Conflits d'intérêts et incompatibilité</i>	11
7.7 <i>Confidentialité</i>	12
7.8 <i>Exclusion de la procédure</i>	12
7.9 <i>Langue et monnaie</i>	13
7.10 <i>Composition du collège d'évaluation</i>	13
7.11 <i>Notifications des décisions</i>	13
7.12 <i>Voies de recours</i>	14
7.13 <i>Litiges et for juridique</i>	14

8. CLAUSES RELATIVES À LA PHASE DE SÉLECTION	15
8.1 <i>Inscription à la procédure sélective</i>	15
8.2 <i>Calendrier des phases principales de la procédure de sélection</i>	15
8.3 <i>Visite du site d'exécution</i>	15
8.4 <i>Compatibilité</i>	15
8.5 <i>Montant déterminant</i>	15
8.6 <i>Liste des preuves à fournir par les soumissionnaires</i>	15
8.7 <i>Documents remis sur SIMAP</i>	16
8.8 <i>Documents demandés et/ou à compléter par le soumissionnaire pour la phase sélective</i>	16
8.9 <i>Modalité de remise des dossiers de candidature</i>	16
8.10 <i>Durée de validité du dossier de candidature</i>	17
8.11 <i>Ouverture des dossiers de candidature</i>	17
8.12 <i>Contrôle de conformité</i>	17
8.13 <i>Critères d'évaluation des dossiers de candidature</i>	17
8.14 <i>Barème des notes</i>	18
8.15 <i>Indemnisation</i>	18
 9. CLAUSES RELATIVES A LA PHASE D'APPEL D'OFFRES POUR ARCHITECTES	 19
9.1 <i>Généralités</i>	19
9.2 <i>Documents remis</i>	19
9.3 <i>Documents demandés et/ou à compléter</i>	19
9.4 <i>Questions et réponses</i>	20
9.5 <i>Audition des soumissionnaires</i>	20
9.6 <i>Critères d'évaluation</i>	21
9.7 <i>Barème des notes</i>	21
9.8 <i>Notation du prix</i>	21
9.9 <i>Recommandation du collège d'évaluation</i>	22
9.10 <i>Indemnisation</i>	22
9.11 <i>Signature du contrat suite à la décision d'adjudication</i>	22
9.12 <i>Documents à remettre en cas d'attribution du mandat :</i>	23
 10. ANNEXES	 24



1. PRÉAMBULE

Inaugurée en novembre 1963, le Foyer La Cigale gère un établissement permettant l'accueil d'enfants dont les parents sont dans la difficulté ou l'impossibilité d'exercer leurs droits et devoirs parentaux. Cette association est notamment soutenue par le Canton de Vaud et l'Office fédéral de la Justice (OFJ).

Les buts principaux de l'Association La Cigale sont notamment :

- Maintenir, poursuivre ou recréer le lien avec la famille d'origine de l'enfant, dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à son développement ;
- Permettre à l'enfant une ouverture sur l'extérieur afin de favoriser les expériences et l'intégration sociale ;
- Être un lieu d'accueil sécurisant, sain et chaleureux, propice à la poursuite ou à la reprise du développement de l'enfant et de sa scolarité.

Le foyer « La Cigale » héberge à ce jour 14 enfants et emploie environ 15 employés (éducateurs, administration, etc.).

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site www.foyer-lacigale.ch.

2. CADRE LÉGAL DE L'ASSOCIATION LA CIGALE

L'Association La Cigale développe ses activités en conformité avec le cadre légal du Canton de Vaud, dont principalement :

- Le Code civil suisse (Chap. II, art. 60 à 79);
- La Loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (LPPM);
- La Loi sur la protection des mineurs (LProMin).

3. SITUATION ET CONTEXTE

A ce jour, l'Association La Cigale est locataire des bâtiments érigés sur la parcelle 7095 de Lausanne, propriété de la Fondation Henri de Groot.

Les bâtiments nécessitant une rénovation importante et ne répondant plus aux besoins et exigences pour l'exploitation d'un tel foyer, le propriétaire actuel et l'Association La Cigale se sont entendus afin d'octroyer à cette dernière un droit distinct et permanent de superficie sur l'entier de la parcelle 7095, lui permettant de démolir les bâtiments existants et réaliser un nouveau bâtiment répondant à ses besoins actuels et futurs. Pendant la phase de réalisation, il est prévu que l'Association La Cigale déménage dans d'autres locaux. Le nouveau foyer devra avoir une capacité pour environ 16 enfants et 17 employés.

Dans le but de développer un projet sur cette parcelle, le Maître d'ouvrage a mandaté le bureau Ferrari Architectes pour établir une étude de faisabilité.



Tenant compte de ce qui précède, et dans le but d'avoir un projet adapté au budget et exigences du Maître d'ouvrage, ce dernier a décidé d'organiser un appel d'offre pour architectes, afin de développer et de réaliser le projet.

La procédure retenue est une procédure d'appel d'offres pour architecte ouverte, avec présélection, soumise aux AIMP.

4. OBJECTIF DU MAÎTRE D'OUVRAGE

4.1 But Général

Pour faire face aux nouvelles normes, ainsi qu'à la demande croissante du placement d'enfants en difficulté, l'Association La Cigale nécessite de s'agrandir. Pour ce faire, elle s'est fixée les objectifs suivants :

- Démolir les deux bâtiments existants ;
- Réaliser un bâtiment en répondant de façon exemplaire aux principes du développement durable ;
- Répondre aux normes imposées par l'Office fédéral de la justice (OFJ) et le Service de protection de la jeunesse (SPJ) ;
- Respecter le planning intentionnel (voir §5.2) ;
- Respecter le budget à disposition (voir §4.6).

Les éléments principaux sont :

- Organiser les mises en concurrence pour les autres mandataires ;
- Concevoir et développer un projet répondant aux objectifs du Maître d'ouvrage ;
- Obtenir les autorisations nécessaires ;
- Obtenir les subventions nécessaires ;
- Réaliser le projet.

4.2 Périmètre du projet

Le projet se situe sur la parcelle 7095 de la Commune de Lausanne.



Source : ASITVD

4.3 Programme

Le nouveau foyer « La Cigale » devra permettre l'accueil de 16 enfants et de 17 employés.

Les surfaces utiles du nouveau bâtiment peuvent être estimées comme suit :

• Administration	107 m ²
• Personnel	39 m ²
• Communauté	282 m ²
• Admission et sortie	45 m ²
• Habitats	536 m ²
• Domestique (cuisine, services, etc.)	<u>172 m²</u>
• Total estimatif	<u><u>1'181 m²</u></u>

Le détail du programme est décrit dans l'étude de faisabilité du bureau Ferrari Architectes qui est ci-annexée.

Implantation potentielle du nouveau projet :



Source : Etude de faisabilité Ferrari Architectes

4.4 Règlements

L'adjudicataire devra respecter les normes et conditions techniques en vigueur au moment du dépôt de la demande de l'autorisation de construire, telles que les normes et recommandations SIA, SNV, SUVA, BPA et celles éditées par d'autres associations professionnelles reconnues, pour autant qu'elles soient conformes à l'usage local et reconnues généralement comme règles de l'art. Il devra également respecter les normes nécessaires à l'obtention des subventions de l'OFJ et du SPJ, de même que la Directive concernant le subventionnement de projets immobiliers de la SPJ.

4.5 Directives du SPJ

L'adjudicataire devra se référer à la Directive concernant le subventionnement de projets immobiliers afin que le projet puisse être financé et subventionné par l'OFJ et l'Etat de Vaud. Cette directive mentionne toutes les références et documents nécessaires pour faire la demande de subventionnement, notamment :

- La directive pour l'efficacité énergétique et la durabilité des bâtiments et constructions ;
- Le document « Introduction d'un système de forfait pour les subventions de construction aux établissements pour enfants, adolescents et jeunes adultes » ;
- La loi sur la protection des mineurs (LProMin) ;

- Le manuel des constructions dans le domaine de l'exécution des peines et mesures ;
- Le guide romand des marchés publics.

4.6 Développement durable

4.6.1 Principes environnementaux

L'adjudicataire devra proposer un mode de construction respectueux de l'environnement, tout en favorisant l'usage de matériaux locaux et/ou écologiques. Il importe de préserver la végétation existante dans la mesure du possible.

4.6.2 Principes sociaux

L'adjudicataire devra proposer un concept favorisant les liens sociaux entre les différents utilisateurs de ce projet (personnes en difficultés, employés).

4.6.3 Principes économiques

L'adjudicataire devra proposer des modes de production et de distribution d'énergie innovants, favorisant les énergies renouvelables, ainsi que les économies d'énergies sur le long terme. Le projet doit être efficace économiquement en respectant la cible fixée par le Maître d'ouvrage (en se basant sur l'étude de faisabilité).

4.7 Cadre budgétaire

Si l'adjudicataire sera libre de proposer la solution qu'il jugera la plus adaptée et conforme aux objectifs du MO, il lui appartiendra de veiller impérativement à ce que son projet reste rationnel (d'un point de vue constructif et d'exploitation) et économique.

L'objectif financier, basé sur l'étude de faisabilité et l'estimation des coûts selon le manuel de l'OFJ, devra être respecté par l'adjudicataire.

4.8 Concept énergétique

Pour obtenir les subventions nécessaires, le SPJ impose que le projet soit labélisé SméOénergie + environnement.

Le cadre de référence pour les questions d'efficacité énergétique est la *Directive pour l'efficacité énergétique et la durabilité des bâtiments et construction* validé par le Conseil d'Etat le 7 juin 2017.

Le concept énergétique sera développé afin d'être intégré à la réflexion globale pour une utilisation énergétique rationnelle et durable.

4.9 Points de vigilances

Dans le cadre du futur projet, il importera de faire attention aux points suivants :

- Degré de sensibilité au bruit (niveau II) ;
- Protection de la végétation existantes (notamment les arbres) ;
- Le stationnement et ses accès (véhicules motorisés, vélos, mobilité douce).

5. MISE EN CONCURRENCE

5.1 Procédure retenue et aptitudes requises

Le Maître d'ouvrage a retenu une procédure en appel d'offres ouvert pour architectes avec présélection, soumis aux AIMP.

La phase de présélection a pour but de retenir 3 à 5 soumissionnaires en se basant sur les critères d'aptitude, à savoir :

- Les compétences techniques et organisationnelles des soumissionnaires;
- Les informations relatives à la formation, aux qualifications, aux compétences spécifiques et aux références des concurrents.

En cas de défection d'un soumissionnaire suite à la phase de sélection, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de le remplacer par un autre soumissionnaire ayant participé à cette phase de sélection.

Le Maître d'ouvrage attend de la part des soumissionnaires :

- Une bonne expérience dans la réalisation de nouveaux bâtiments mixtes (logement et administratif) de complexité similaire. Une expérience dans la réalisation d'ouvrages institutionnels sociaux est un atout.
- Une capacité à réaliser des objets de bonne qualité architecturale avec une économie de moyens et une maîtrise des coûts de construction et d'exploitation (consommation énergétique, entretien, maintenance) ;
- La capacité de conduire des groupes de mandataires pluridisciplinaires et de sociétés spécialisées, afin de garantir un management de projet et une réalisation de bonne qualité en adéquation avec la complexité de la tâche à réaliser ;
- Que l'étude de projet et la direction des travaux soient deux sujets parfaitement maîtrisés.

5.2 Le planning général intentionnel de la procédure

Le planning intentionnel de l'ensemble de la procédure est le suivant :

- Publication du dossier d'appel d'offres sur SIMAP.ch	2 septembre 2020
- Retour des dossiers de candidature	28 septembre 2020
- Ouverture des dossiers	29 septembre 2020
- Sélection des soumissionnaires (notification)	12 octobre 2020
- Publication du dossier d'appel d'offres (phase appel d'offres)	26 octobre 2020
- Confirmation de participation	29 octobre 2020
- Échéance pour poser des questions à l'adjudicateur	6 novembre 2020
- Retour des dossiers d'offre	7 décembre 2020
- Ouverture des dossiers	8 décembre 2020
- Audition éventuelle des soumissionnaires	16 décembre 2020
- Adjudication du marché	4 janvier 2021
Travaux	
- Début du mandat	11 janvier 2021
- Dépôt du dossier de demande d'autorisation	septembre 2021
- Début des travaux	juillet 2022
- Fin des travaux	janvier 2024



6. ORGANISATION

6.1 Nom et adresse de l'organisateur et l'adjudicateur/ Maître d'Ouvrage

Nom : Association La Cigale
Adresse : Chemin de Montolieu 84
1010 Lausanne

Président : M. Jean-Daniel Clivaz

6.2 Nom et adresse du pilote de la procédure

Nom : M&R conseils en projets immobiliers SA
Adresse : Avenue de Riond-Bosson 12
1110 Morges

E-mail : concours@mr-conseils.ch

Référent de la procédure : M. Blaise Lambercy

7. CLAUSES RELATIVES À L'ENSEMBLE DE LA PROCÉDURE

7.1 Type de mise en concurrence

La présente mise en concurrence est un appel d'offres ouvert pour architectes avec présélection, soumis aux AIMP.

7.2 Bases légales / Législation applicable

Les normes juridiques applicables sont notamment :

- Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) du 16 décembre 1994 ;
- Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart) du 6 octobre 1995 (RS 251) ;
- Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986, version du 1er janvier 2013 (RS 241) ;
- Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 (RS 943.02), état au 01.01.2007 ;
- À l'ordonnance sur les marchés publics (OMP) du 11 décembre 1995, état au 1er avril 2015) ;
- Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) des 25 novembre 1994 et 15 mars 2001 (rs/GE L 6 05), ainsi que ses directives d'exécution ;
- La loi vaudoise sur les marchés publics du 24 juin 1996 (LMP-VD ; BLV 726.01) ;
- Le règlement d'application du 7 juillet 2004 de la loi sur les marchés publics (RLMP-VD; BLV 726.01.1) ;

Il s'agit d'une procédure ouverte non soumise aux accords internationaux.

Les textes légaux peuvent être obtenus sur le site Internet SIMAP.CH.

7.3 Type de marché

Au sens de la réglementation sur les marchés publics, cette procédure relève des marchés de services liés à la construction.

Il est régi par le présent dossier et ses annexes.

7.4 Publication

L'annonce officielle de la mise en concurrence est publiée dans la feuille d'avis officiels du canton de Vaud et sur le site www.simap.ch.

7.5 Conditions de participation

Les participants sont autorisés à participer au présent appel d'offre pour autant qu'ils répondent à l'une des conditions suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme d'architecture et/ou d'ingénieur délivré soit par l'une des Ecoles Polytechniques Fédérales suisses (EPF), soit par l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève (EAUG ou IAUG) ou par l'Accademia di Architettura di Mendrisio (AAM), soit par l'une des Hautes Ecoles Spécialisées suisses (HES ou ETS) ou d'un diplôme jugé équivalent* ;
- Être inscrit au Registre suisse des architectes REG, au niveau A ou B, ou à un registre étranger équivalent* ;

*Lors de l'inscription, les soumissionnaires en possession d'un diplôme étranger doivent fournir la preuve de son équivalence. Cette dernière peut être demandée à la Fondation des Registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (REG), Hirschengraben 10, 3011 Bern, tél +41 31 382 00 32, email : info@reg.ch. Ces conditions de participation doivent être remplies au moment de l'inscription et jusqu'à la fin de la mise en concurrence.

Les conditions de participation seront vérifiées sur la base des dossiers de candidature lors de la phase de sélection. Puis, si un changement dans l'organisation d'un soumissionnaire modifie les informations données dans le dossier de candidature, le soumissionnaire a l'obligation d'informer l'organisateur dès qu'il en a connaissance.

Les associations de bureaux (ou consortiums) sont acceptés.

7.6 Conflits d'intérêts et incompatibilité

Les membres du collège d'évaluation, ainsi que les spécialistes-conseils et les suppléants se sont engagés, par leur signature à la fin de ce document, à ne pas créer de conflit d'intérêts entre eux et les soumissionnaires. Ceux-ci sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Les documents et informations que se fourniront réciproquement le Maître d'ouvrage et les soumissionnaires seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente mise en concurrence et traités de manière confidentielle par les parties.

Les soumissionnaires ne peuvent s'inscrire à l'appel d'offre que s'ils ne se trouvent pas en conflit d'intérêts avec un membre du collège d'experts, un suppléant, un spécialiste-conseils ou un secrétaire de la mise en concurrence.



En cas de doute, un accord formel doit être requis auprès de l'organisateur avant dépôt du dossier de candidature.

7.7 Confidentialité

Toute personne, entreprise et bureau qui a participé à la préparation et à l'organisation de la mise en concurrence, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents, qui n'est pas autorisé par l'adjudicateur à y participer, est informé qu'il possède un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'il détient. Il ne peut donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la mise en concurrence, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la mise en concurrence. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

Le soumissionnaire s'engage à ce que lui-même, ses employés et auxiliaires traitent de manière confidentielle toutes informations ou données dont ils ont eu connaissance dans le cadre de la présente procédure, et s'engage à ne pas divulguer lesdites informations ou données à des tiers sans le consentement préalable écrit du Maître d'ouvrage.

Tous les soumissionnaires qui auront déposé une offre s'engagent à un devoir de réserve et à ne pas le rendre public avant l'annonce officielle des résultats.

Les soumissionnaires seront informés par écrit des résultats. Le Maître d'ouvrage n'est pas tenu de consulter préalablement les auteurs des projets en cas de publication.

La présente clause continue de déployer ses effets nonobstant la fin de la procédure.

7.8 Exclusion de la procédure

L'offre pourra être écartée lorsque le soumissionnaire :

- A rendu une offre tardive, incomplète ou non-conforme aux exigences ou au cahier des charges ;
- Ne répond pas ou plus aux conditions pour être admis à soumissionner ;
- A fourni de faux renseignements ;
- A conclu un accord qui porte atteinte à une concurrence efficace ;
- N'a pas justifié les prix d'une offre anormalement basse ;
- Fait l'objet, à la date du dépôt de l'offre ou en cours de procédure :
 - D'une sanction entrée en force prononcée en application de l'article 13 de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir, du 17 juin 2005 ;
 - D'une sanction entrée en force prononcée en application de l'article 9, alinéa 2, lettre b, de la loi fédérale sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement, du 8 octobre 1999, ou



- D'une mesure exécutoire prononcée en application de l'article 45, alinéa 2, de la loi sur l'inspection et les relations du travail, du 12 mars 2004.

L'autorité adjudicatrice peut également écarter l'offre d'un soumissionnaire qui :

- Ne respecte pas les prescriptions concernant la santé et la sécurité au travail ;
- Ne remplit pas les garanties de bien facture, de solvabilité et de correction en affaires ;
- Ne respecte pas les obligations légales en matière de protection de l'environnement;
- A commis des infractions graves dans le cadre de son activité professionnelle.
- N'est pas à jour dans le paiement de ses impôts.

Les offres écartées ne sont pas évaluées. L'autorité adjudicatrice rend une décision d'exclusion motivée, notifiée par courrier à l'intéressé, avec mention des voies de recours.

7.9 Langue et monnaie

La langue à utiliser dans tous les documents est le français et les prix doivent être calculés en francs suisses (CHF).

7.10 Composition du collège d'évaluation

Président

M. Jean-Marc Vallotton, architecte-urbaniste

Membres

M. Jean-Daniel Clivaz, Président de l'Association La Cigale

M. Thierry Dietrich, Directeur de l'Association La Cigale

M. Marc Wüthrich, membre du comité de l'Association La Cigale

Mme Patricia Tiago, responsable administrative de l'Association La Cigale

Suppléants

M. Gilbert Würsten, membre du comité de l'Association La Cigale

M. Marc Tille, membre du comité de l'Association La Cigale

Les suppléants participent à toutes les séances et, s'ils ne sont pas appelés à remplacer un membre du collège d'évaluation, disposent d'une voix consultative.

Spécialistes-conseils

Blaise Lambercy, administrateur diplômé de biens immobiliers

Louis Rochaix, urbaniste

L'organisateur, sur requête du collège d'évaluation approuvée par le Maître d'ouvrage, se réserve le droit de faire appel à d'autres spécialistes-conseils. Le cas échéant, il fera en sorte de choisir des spécialistes-conseils qui ne se trouvent pas en conflit d'intérêts avec un ou plusieurs soumissionnaires.

7.11 Notifications des décisions



Les décisions de sélection et le choix de l'adjudicataire seront notifiés par écrit et sommairement motivés aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Si les décisions ne sont pas contestées, elles entrent en force au lendemain de l'échéance du délai de recours.

L'Organe adjudicateur est l'Association La Cigale.

7.12 Voies de recours

Les étapes suivantes peuvent faire l'objet d'un recours :

- Le dossier d'appel à candidature ;
- Les décisions de sélection et d'attribution du marché, respectivement de non sélection et de non attribution du marché.

7.12.1 Forme du recours :

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente (Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal du canton de Vaud). Le recours s'exerce par écrit et doit s'accompagner de la décision attaquée et de l'enveloppe dans laquelle elle a été envoyée. Il doit par ailleurs être daté et signé et indiquer :

- Les motifs pour lesquels la décision litigieuse est contestée ;
- Les conclusions, à savoir ce qui est demandé à l'autorité judiciaire.

7.12.2 Délai de recours

Le recours doit être déposé dans les 10 jours dès la communication de la décision attaquée, à moins que celle-ci n'indique un délai plus court. Il doit être remis à la Poste au plus tard le dernier jour du délai.

Ce délai commence à courir le lendemain de la réception de la décision litigieuse. S'il arrive à échéance un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est reporté au premier jour ouvrable qui suit. Le délai de recours ne peut pas être prolongé.

Sauf exceptions prévues par des lois spéciales, le délai de recours ne court pas (fêtes) :

- Du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclusivement ;
- Du 15 juillet au 15 août inclusivement ;
- Du 18 décembre au 2 janvier inclusivement.

7.13 Litiges et for juridique

À défaut d'accord entre les parties, les litiges seront jugés par les tribunaux ordinaires. Le for se situe à Lausanne.

8. CLAUSES RELATIVES À LA PHASE DE SÉLECTION

8.1 Inscription à la procédure sélective

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

Si le soumissionnaire télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit pour autant qu'il ait rempli complètement et correctement le formulaire d'inscription du site internet. L'organisateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier. Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

8.2 Calendrier des phases principales de la procédure de sélection

Selon calendrier au chapitre 5.2

8.3 Visite du site d'exécution

Aucune visite ne sera organisée. Toutefois, l'accès aux extérieurs de la parcelle est autorisé et conseillé.

8.4 Compatibilité

L'étude de faisabilité étant à disposition de tous les soumissionnaires, le bureau « Ferrari Architectes », est autorisé à déposer sa candidature, étant donné que le mandat préalablement réalisé est achevé et que ce bureau n'a été impliqué ni dans l'élaboration du présent règlement ni dans l'organisation de l'appel d'offres.

8.5 Montant déterminant

Sur la base de l'étude de faisabilité du bureau Ferrari Architectes, le montant déterminant des travaux pour le CFC 1 (hors terrain), le CFC 2 et le CFC 4, hors CFC 5 et hors honoraires est estimé à hauteur de :

CHF 4'800'000.- HT

Ce montant devra être vérifié par l'adjudicataire qui devra se l'approprier en début de mandat.

8.6 Liste des preuves à fournir par les soumissionnaires

En signant l'engagement sur l'honneur (formulaire A7), le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il respecte toutes les conditions et exigences des attestations et preuves requises ci-dessous et qu'il les respectera pendant toute la durée de la procédure de mise en concurrence et sur la durée de l'exécution du mandat.

Le soumissionnaire sélectionné pour l'appel d'offres aura l'obligation de remettre les attestations et preuves indiquées dans le formulaire A7 dans les 10 jours ouvrables suivant l'annonce de sa sélection.



Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions et/ou remise des documents obligatoires entraînera l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure de mise en concurrence, voire la résiliation du contrat en cours d'exécution du mandat sans dédommagement.

8.7 Documents remis sur SIMAP

Les documents suivants sont téléchargeables sur SIMAP :

- Le présent règlement de l'appel d'offres ;
- Les formulaires (formulaires A1 à A7) ;
- L'étude de faisabilité du bureau Ferrari Architectes.

8.8 Documents demandés et/ou à compléter par le soumissionnaire pour la phase sélective

Les candidatures ne sont complètes et valables que si elles sont accompagnées des pièces suivantes :

a. Le présent règlement de l'appel d'offres

Le présent règlement de l'appel d'offres (Document A0) valablement daté et signé.

b. Qualité du soumissionnaire

Le soumissionnaire complètera les documents suivants (en cas d'association de bureaux ou de consortium, les documents devront être remplis au nom de cette entité) :

- 3 références récentes et similaires (maximum 10 ans) et leurs caractéristiques (formulaire A1) ;
- Organisation interne du soumissionnaire (formulaire A2) ;
- Capacité en personnel (formulaire A3).
- Organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (formulaire A4).

c. Engagement du soumissionnaire (formulaire A5)

d. Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes (formulaire A6)

e. Engagement sur l'honneur (formulaire A7)

8.9 Modalité de remise des dossiers de candidature

Les dossiers, rédigés en français, dûment remplis, datés et signés seront retournés sous pli fermé, en 2 exemplaires papiers et un exemplaire sous format informatique (clef USB), à l'adresse du pilote de la procédure (Cf. §6.2), **au plus tard à 16h00** à la date indiquée dans le planning de la procédure (Cf. §5.2). Le soumissionnaire est prié de se renseigner de l'horaire d'ouverture du bureau organisateur pour le dépôt de son offre.



L'enveloppe portera la mention :

NE PAS OUVRIR

Projet La Cigale

NB : Les soumissionnaires sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt de leur dossier de candidature à l'endroit indiqué. Tout dossier déposé ne peut être ni retiré ni modifié, même s'il a été déposé avant la date limite de dépôt.

8.10 Durée de validité du dossier de candidature

La durée de validité du dossier de candidature est de douze mois à compter de la date du dépôt du dossier.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'ouvrage peut solliciter auprès de chaque soumissionnaire une prolongation du délai de validité de son dossier.

En cas de recours, les conditions resteront bloquées d'autant jusqu'au jugement rendu et appliqué par le tribunal de première instance, mais au maximum pour une année à compter du jour de l'ouverture des dossiers.

8.11 Ouverture des dossiers de candidature

L'ouverture des dossiers n'est pas publique.

8.12 Contrôle de conformité

Le comité d'évaluation ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui :

- Respectent les délais impartis ;
- Remplissent les conditions de participation ;
- Sont rédigés en français et sont lisibles ;
- Sont complets.

8.13 Critères d'évaluation des dossiers de candidature

Le Maître d'ouvrage délègue la sélection des mandataires au collège d'évaluation. L'évaluation se fondera exclusivement sur les indications demandées et fournies par les soumissionnaires. Ceux-ci s'abstiendront de remettre tout document non demandé.

Les documents non demandés, surnuméraires ou dans une langue autre que le français, seront écartés et ne seront pas évalués.

Suite à la remise des dossiers, le collège d'évaluation les évaluera sous l'angle des critères d'évaluation.

L'appréciation des dossiers par le collège d'évaluation, selon les critères énumérés ci-dessous, se fera globalement par tours successifs d'élimination.

Les critères d'évaluation sont les suivants (sans ordre d'importance) :

CRITÈRES & ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION	Pondération
1. Références (formulaire A1)	50%
2. Qualité du soumissionnaire (formulaire A2, A3, A4)	50%
TOTAL	100%

Une proposition sera exclue du jugement si elle a été livrée en dehors du délai ou de manière incomplète dans ses parties essentielles, si elle est incompréhensible ou laisse supposer des intentions déloyales.

8.14 Barème des notes

L'organisateur utilise le barème des notes du « Guide romand pour les marchés publics » soit :

- 0 Absent** > Soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
- 1 Insuffisant** > Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
- 2 Partiellement suffisant** > Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
- 3 Suffisant** > Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres soumissionnaires.
- 4 Bon et avantageux** > Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.
- 5 Très intéressant** > > Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.

La note finale résultera de l'addition des notes pondérées et sera arrondie au 10ème de point. La candidature ayant la note la plus élevée sera retenue.

8.15 Indemnisation

Les prestations fournies pour l'établissement du dossier de candidature, pour la phase de sélection, ne donnent droit à aucune indemnité ou rémunération.



9. CLAUSES RELATIVES A LA PHASE D'APPEL D'OFFRES POUR ARCHITECTES

9.1 Généralités

Les soumissionnaires auront l'occasion de poser des questions par écrit. L'ensemble des questions et leurs réponses sera partagé par écrit avec tous les soumissionnaires.

Il n'est pas prévu de dialogue intermédiaire.

9.2 Documents remis

Après leur confirmation de participation à l'appel d'offres, les soumissionnaires recevront via leur adresse e-mail un lien afin de télécharger :

- Le cahier des charges de l'appel d'offres ;
- Les formulaires (formulaires B1 à B5).

9.3 Documents demandés et/ou à compléter

Les offres des soumissionnaires ne sont complètes et valables que si elles sont accompagnées des pièces suivantes :

a. La page de garde du dossier d'appel d'offres dûment remplie et signée ;

Le soumissionnaire chiffrera toutes les prestations décrites au chapitre 3.4 du document B0 Cahier des charges, et reportera le total net TTC sur la page de garde du présent dossier d'appel d'offres.

b. La page de garde du cahier des charges (document B0) dûment complétée et signée ;

c. Offre d'honoraires

Le soumissionnaire établira une offre d'honoraires sur la base du montant déterminant figurant au chapitre 8.6 du présent document. Cette offre sera établie sur la base du tableau des prestations et pourcentages (100%) de la norme SIA 102 et devra mentionner :

- Les coefficients n, r, i et s ;
- Le nombre d'heures et le tarif moyen horaire appliqué ;
- Les conditions appliquées pour les frais usuels (reproduction, etc...) ;
- Le montant de la prime de l'assurance RC du soumissionnaire doit être compris ;
- Les frais de déplacement ne sont pas admis.

Cette offre intégrera l'ensemble des prestations décrites dans le document B0 Cahier des charges.

d. Compréhension de la problématique (formulaire B1)

Le soumissionnaire décrira comment il perçoit les prestations à exécuter en mettant en évidence, les difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché et la manière dont il entend les résoudre ou les appréhender (par exemple : afin de garantir la qualité et les coûts de l'ouvrage et d'atteindre les objectifs du



Maître de l'ouvrage décrits dans le présent règlement, coordination avec les autres mandataires, ainsi qu'avec les autorités, et plus spécifiquement avec le SPJ, etc...). Une réflexion sur l'aspect énergétique doit être menée (article 4.8).

Le soumissionnaire devra porter une attention particulière au type d'institution sociale que représente l'Association La Cigale, et réfléchir aux difficultés et contraintes y relatives.

Le soumissionnaire pourra également indiquer d'autres réflexions en relation avec la problématique de la mission à réaliser.

f. Organisation du soumissionnaire pour le mandat

Le soumissionnaire complètera les documents suivants :

- Organisation interne du soumissionnaire pour la réalisation du projet (formulaire B2) en indiquant de manière explicite le taux d'occupation de chaque collaborateur sur toute la durée du mandat ;
- Répartition des tâches et des responsabilités et compétences des personnes cadres (formulaire B3) ;
- Annonce des sous-traitants (formulaire B4).

e. Attestations requises (formulaire B5)

9.4 Questions et réponses

Les questions relatives à l'appel d'offres seront posées exclusivement par courriel à l'adresse suivante : concours@mr-conseils.ch.

Les délais pour les questions sont fixés dans le calendrier de la procédure (Voir chapitre 5.2 du règlement A0).

L'Organisateur de l'appel d'offres ne traitera aucune demande par téléphone. Il répondra aux questions sous la forme d'un fichier informatique qui sera transmis à l'ensemble des soumissionnaires à la date indiquée dans le calendrier de la procédure. Les questions posées y seront reproduites et rendues anonymes, la formulation exacte des questions pourra être revue de façon à ne pas multiplier les questions qui traitent du même sujet.

L'organisateur de l'appel d'offres se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence. La procédure prévoit de réaliser une série de questions. Toutefois, l'organisateur de l'appel d'offres se réserve le droit d'organiser une série de questions complémentaires.

9.5 Audition des soumissionnaires

Le groupe d'évaluation se réserve la possibilité d'auditionner des soumissionnaires.

Avant, pendant et après l'audition, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

Le cas échéant, l'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires.

Les adjudicateurs se réservent le droit de réaliser autant d'auditions qu'ils le souhaitent et au lieu qu'ils déterminent librement. Ils se réservent le droit de n'auditionner que les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir le marché et dont le dossier nécessite des clarifications.

9.6 Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

CRITÈRES & ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION	Pondération
1. Compréhension de la problématique (formulaire B1) <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence de l'analyse - Faisabilité et efficacité des solutions proposées 	40%
2. Prix <ul style="list-style-type: none"> - Offre d'honoraire 	30%
3. Organisation proposée pour le mandat (formulaires B2, B3, B4) <ul style="list-style-type: none"> - Organisation du soumissionnaire pour répondre au mandat - Qualification des personnes désignées pour le développement et la réalisation du projet 	30%
TOTAL	100%

Avant de procéder à l'analyse, la conformité des dossiers sera vérifiée (délais, complétudes, etc.)

9.7 Barème des notes

L'organisateur utilise le barème des notes du « Guide romand pour les marchés publics », décrit au chapitre 8.14 ci-dessus

La note finale résultera de l'addition des notes pondérées et sera arrondie au 10ème de point. Le dossier ayant la note la plus élevée sera retenu.

9.8 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode **T2** : montant de l'offre la moins disante divisé par le montant de l'offre concernée, le tout à la puissance 2 et multiplié par la



note maximale possible (note 5). Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

9.9 Recommandation du collège d'évaluation

À l'issue de la procédure, le collège d'évaluation transmettra ses recommandations au Maître d'ouvrage pour la poursuite du projet.

9.10 Indemnisation

Aucune indemnité n'est prévue.

9.11 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

L'organisateur a l'intention de confier au bureau d'architecture adjudicataire les mandats d'étude de projet (avant-projet, projet de l'ouvrage, procédure de demande d'autorisation), d'appels d'offres et de réalisation (projet d'exécution, direction architecturale et mise en service achèvement). Les prestations de l'adjudicataire représente 100% des prestations ordinaires d'architecte.

La concrétisation de l'intention de l'organisateur dépendra notamment d'un accord sur les conditions du mandat.

Si l'adjudicateur estime que l'adjudicataire ne dispose pas de la capacité et/ou des compétences nécessaires en matière de préparation, d'exécution et de suivi de chantier, ou que celles-ci s'avèrent insuffisantes, ou encore dans le but de garantir un développement du projet dans le sens des objectifs visés, de la qualité, des délais et des coûts, le Mandant se réserve le droit d'adjoindre un (des) mandataire(s) tiers à l'adjudicataire en tout temps.

Le contrat qui liera le Maître d'ouvrage à l'adjudicataire satisfera notamment aux conditions décrites ci-dessous. Cette liste n'est pas exhaustive et pourra faire l'objet de compléments par le mandant, sans que cela puisse être contesté par l'adjudicataire.

Conditions cadres :

- Les prestations à effectuer seront convenues d'un commun accord entre le Maître d'ouvrage l'adjudicataire ;
- L'étendue des prestations commandées par le mandant pourrait ne pas représenter 100% des prestations ordinaires définies dans la norme SIA, et ceci sans donner droit à une quelconque indemnité pour le mandataire. À ce propos, le Maître d'ouvrage donnera son accord formel préalablement à l'exécution par l'adjudicataire de chacune des étapes principales convenues (telles que : avant-projet, projet, dossier d'exécution, réalisation, etc.).
- En dérogation aux règlements SIA, les parties conviennent des dispositions suivantes :
 - Les rapports juridiques entre les parties sont régis par :

- Le contrat conclu, y compris ses annexes ;
 - Le/les offre/s du/des mandataire/s ;
 - Les documents d'appel d'offres;
 - Le droit suisse.
- Le contrat et tout accord s'y rapportant doivent être passés par écrit, faute de quoi ils ne sont pas valables ;
- L'adjudicataire a la faculté de recourir à des tiers, à ses propres frais, en vue de l'accomplissement de ses obligations, à la condition qu'il ait obtenu l'accord préalable écrit du mandant.
- L'offre remise sera considérée comme forfaitaire pour toutes les prestations jusqu'à la fin de la phase de l'avant-projet.
- Pour la phase de projet, d'autorisation et les appels d'offres afin d'obtenir une consolidation du devis général à hauteur de 80%, le montant déterminant sera réadapté sur la base du devis approximatif, approuvé par le maître d'ouvrage à l'issue de la phase d'avant-projet. Le montant de la rémunération de l'adjudicataire ainsi obtenue sera alors considéré comme forfaitaire pour ces phases.
- Pour les phases ultérieures, la rémunération de l'adjudicataire sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage basée sur le devis général du projet, approuvé par le Maître d'ouvrage et consolidé par des offres d'entreprises (à hauteur de 80% du montant global). Le montant de la rémunération de l'adjudicataire ainsi obtenue sera alors considéré comme forfaitaire pour l'ensemble des prestations ultérieures.
- Sauf accord mutuel spécifique, les éventuelles indemnités pour frais accessoires du mandataire seront rémunérées sur la base d'un justificatif détaillé des frais effectifs. Toutefois, les frais d'impression pour l'usage interne du mandataire, ainsi que les frais de déplacement du mandataire dans le canton de Vaud sont inclus dans les taux horaires offerts et ne donneront droit à aucune indemnité ;
- La juridiction compétente est le tribunal ordinaire au lieu de situation de l'immeuble ;
- Seul le droit suisse est applicable pour toutes les questions relatives au contrat ;
- L'article 12.2 (Conditions générales contractuelles, SIA 112) n'est pas applicable et sera tracé.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de :

- Donner la suite qu'il entend au projet. La désignation comme lauréat ne donne pas droit à l'attribution d'un mandat.
- Confier la réalisation des travaux à une entité tierce telle qu'une société de direction de travaux ou entreprise générale, auquel cas les mandats seront réadaptés en conséquence, respectivement, transférés à l'entreprise totale.
- Modifier certains points du mandat ou de renoncer purement et simplement à sa continuation sans avoir à en indiquer les motifs. Dans ce cas, seuls les honoraires dus pour le travail accompli seront versés, sans autre indemnité.

9.12 Documents à remettre en cas d'attribution du mandat :

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'obtenir auprès du mandataire les attestations à jour ainsi qu'une attestation de l'office des poursuites et faillites, en particulier lorsque le délai entre le dépôt du dossier de candidature et le début des études dépasse 90 jours. Il peut également réclamer ces documents en cours d'exécution du contrat à l'ensemble des mandataires.



10. ANNEXES

- *Annexe 1 : Formulaires A1 à A7*
- *Annexe 2 : Etude de faisabilité du bureau Ferrari Architectes*